

AMBASSADE DE SUISSE EN CHINE

Réf.:

R.P. No. 10 - DY/jg 6

"La Fédération Indochinoise"

PEKING, le 16 juir	1978
Sanlitun Dongwujie 3	a/a
Datum	
Visa	
EPD .	mantana matana di A
Ref. p. A. 21.31.	

Depuis le début de l'année, il n'est de jour que les dirigeants khmers n'appellent leur pays à se défendre contre "le Viêt-Nam agresseur, annexioniste et avaleur de territoire". Cette terminologie gauche est une manière de désigner le projet de fédération indochinoise, que Phnom Penh accuse Hanoī de vouloir réaliser au dépens de sa souveraineté. L'Ambassadeur du Cambodge a confirmé à mon premier collaborateur que le projet en question est la cause essentielle du grave différend actuel, le problème des frontières en ayant été le révélateur.

Les abondantes déclarations que nous avons reçues de part et d'autre à ce sujet, verbales ou écrites, nous permettent de mieux saisir le problème et d'en dégager les données essentielles.

Le parti communiste indochinois a été fondé en 1930 et a reçu pour mission d'obtenir "l'indépendance complète de l'ensemble de l'Indochine". En juin 1941, le 8ème plenum du comité central du parti déclarait: "Il appartient aux peuples vivant en Indochine soit de s'organiser en fédération, soit de rester des Etats indépendants". A cette époque déjà la porte semblait laissée ouverte au choix. Mais les communistes vietnamiens manifestaient leurs préférences en accusant la France d'avoir voulu diviser l'Indochine pour mieux régner alors que le destin de la région était en réalité commun.



Il est vrai qu'en février 1951, le parti indochinois décida au terme de son deuxième congrès et sur proposition vietnamienne sa dissolution et la création de trois partis distincts, mais lorsque Hanoï rappelle cette décision, elle se garde de préciser qu'elle était plus inspirée par des impératifs tactiques - on a eu l'exemple évident du parti communiste sud-vietnamien - que par le respect de l'indépendance des voisins. Les Vietnamiens ont mis en veilleuse leurs prétentions quand il le fallait mais ils n'ont semble-t-il jamais abandonné l'idée sinon de fédération, du moins d'alliance spéciale. Il en est résulté cette sorte d'antonymie selon laquelle l'indépendance des voisins, que Hanoï ne cesse de proclamer, n'est au fond jamais exclusive d'une solidarité particulière qui doit être cultivée entre les trois pays.

La conférence tripartite des 24 et 25 mars 1970 à Canton devait du reste réaffirmer le renforcement de la solidarité indochinoise et comme le rappelait récemment l'Ambassadeur du Viêt-Nam ici: "le fait que les trois pays aient été libérés la même année, en 1975, est une éclatante illustration de cette solidarité".

Nos collègues cambodgiens soulignent qu'au niveau des partis surtout le Viêt-Nam n'a cessé de vouloir tenir les communistes khmers sous sa coupe. En 1951 déjà, une délégation venue de Paris et comptant Pol Pot et Yeng Sari se retrouva nez à nez au Congrès de la jeunesse de Berlin-Est avec une autre délégation communiste cambodgienne, organisée par les Vietnamiens. L'opposition au régime brutal imposé par Phnom Penh était ces deux dernières années importante même au sein du parti et il est vraisemblable que Hanoï ait tenté d'en tirer avantage. Si les Khmers n'admettent évidemment pas l'existance de cette opposition, ils la reconnaissent indirectement lorsqu'ils affirment que Hanoï cherche à diviser le parti communiste cambodgien.

Dans un récent communiqué, le Ministère vietnamien des affaires étrangères a rappelé les déclarations des conférences des partis communistes qui ont eu lieu à Moscou en 1957 et 1960 selon lesquelles "tous les partis communistes sont indépendants, égaux mais ont en même temps le devoir de s'entraider". On sait jusqu'où Moscou a poussé à différentes reprises ce devoir, le 21 août 1968 à Prague en particulier. Le Ministère ajoute que c'est dans cet esprit que le Viêt-Nam a signé l'accord du 18 août 1977 avec le Laos, "splendide illustration et brillant exemple de la politique d'amitié". Or cet accord dispose dans son premier article que les deux parties feront de leur mieux pour développer les relations spéciales entre le Viêt-Nam et le Laos, dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien. Cette référence est pour le moins insolite et elle ne réussira qu'à confirmer Phnom Penh dans sa méfiance. L'Ambassadeur du Cambodge a relevé à ce sujet à mon premier collaborateur: "les relations spéciales, nous savons ce que ça veut dire et c'est justement ce que nous ne voulons pas; nous sommes un petit pays mais nous saurons défendre notre indépendance comme la Suisse a su défendre la sienne par le passé".

L'Ambassadour de Suisse:

(W. Sigg)